

France-Paris: Legal advisory and representation services

OJ S 82/2017 27/04/2017

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP)

Postal address: 12 rue Portalis

Town: Paris

Postal code: 75008

Country: France

Contact person: Direction juridique

For the attention of: Véronique Nansot

E-mail: veronique.nansot@erafp.fr**Internet address(es):**General address of the contracting authority: www.rafp.frAddress of the buyer profile: www.achatpublic.com**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

National or federal agency/office

I.3. Main activity

Other: Fonds de pension public

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Assistance juridique ponctuelle de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 21: Legal services

Main site or place of performance: Siège de l'ERAFP.

NUTS code FR101 Paris

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

Duration of the framework agreement

Duration in months: 24

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

L'ERAFP souhaite faire appel à une assistance juridique pour le conseiller et le représenter, le cas échéant, dans les domaines d'intervention qui sont les siens: la gestion d'un régime de retraite par capitalisation dans le secteur public et la gestion financière.

Cette prestation sera réalisée par des avocats, conformément à la loi n° 71-1130 du 31.12.1971 modifiée. Le présent marché s'exercera conformément aux dispositions légales et réglementaires encadrant la profession ainsi que dans le respect des normes d'exercice professionnel.

II.1.6. CPV code(s)

79110000 Legal advisory and representation services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one lot only

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 1

In the case of renewable supplies or service contracts, estimated timeframe for subsequent contracts:

in months: 24 (from the award of the contract)

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Lot 1: sélection d'un cabinet d'avocats en droit public

1) Short description

Le cabinet d'avocats en droit public retenu pourra être sollicité ponctuellement sur toutes les questions qui se rapportent, notamment:

— Au droit de la commande publique appliqué à la passation de marchés de délégation de gestion financière mais aussi à toute autre sélection de prestataire;

- A la détermination des droits des bénéficiaires du régime additionnel de la fonction publique et / ou aux obligations des employeurs (régime de retraite par points), aux contentieux;
- Au droit des pensions civiles et militaires de retraite, le cas échéant;
- Au droit de la fonction publique (positions statutaires: fonctionnaires et contractuels de droit public, principalement);
- Et, plus généralement, à toutes questions relatives au fonctionnement de l'ERAFP et à ses instances.

Les services juridiques attendus peuvent comprendre, le cas échéant, les services juridiques de représentation dans le cadre d'une procédure juridictionnelle.

2) CPV code(s)

79110000 Legal advisory and representation services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

5) Additional information about lots

Le présent marché est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de sa notification et pourra, le cas échéant, être reconduit pour une nouvelle durée de 2 ans par décision expresse prise par le directeur de l'ERAFP à laquelle le Titulaire ne pourra pas s'opposer. La date de démarrage du Marché est prévue dès sa notification, soit courant du mois de juin 2017.

Lot No: 2

Lot title: Sélection d'un cabinet d'avocats en droit des affaires

1) Short description

Le cabinet d'avocats en droit des affaires retenu pourra être sollicité ponctuellement sur toutes les questions qui se rapportent à l'activité de gestion financière de l'ERAFP eu égard à son statut d'établissement public (cf. article 29 du décret n° 2004-569 du 18.6.2004, modifié) y compris dans une perspective d'élargissement de son univers d'investissement.

Dans ce cadre, il peut s'agir à titre d'exemples de:

Toute question liée à des mandats de gestion financière, aux statuts de sociétés de gestion, à l'éligibilité de placement collectif aux actifs de l'ERAFP;

Toute question fiscale;

Toute question concernant des titres financiers et contrats financiers;

Toute question concernant la fonction de conservation et la fonction de dépositaire;

Toute question concernant des organismes de placement (y compris rédaction de la documentation de ces structures);

Toute question concernant des class actions.

Le cabinet d'avocats retenu en droit des affaires devra aussi être en mesure de proposer une expertise dans les domaines juridiques suivants: en droit pénal, en droit des assurances, en droit de la concurrence, en droit du travail ou en droit de la propriété intellectuelle, principalement.

Le cabinet d'avocats en droit des affaires retenu devra disposer d'un réseau international étendu et être placé en mesure de s'appuyer sur les compétences de bureaux locaux, principalement, pour disposer d'une parfaite connaissance du droit et des pratiques locales (exemple: en matière de fiscalité US). Les questions pouvant porter sur des aspects de droit français ou de droit étranger.

2) CPV code(s)

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

5) Additional information about lots

Le présent Marché est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de sa notification et pourra, le cas échéant, être reconduit pour une nouvelle durée de 2 ans par décision expresse prise par le directeur de l'ERAFP à laquelle le Titulaire ne pourra pas s'opposer. La date de démarrage du Marché est prévue dès sa notification, soit courant du mois de juin 2017.

Lot No: 3

Lot title: Sélection d'un cabinet d'avocats ayant une expertise juridique des régimes de retraite, de leur statut et fonctionnement

1) Short description

Cette expertise pourra amener le cabinet d'avocats retenu à mener, notamment, une analyse inter régimes de retraites étendue aux structures publiques mises en place pour provisionner des risques longs et à formuler, le cas échéant, des propositions d'évolutions des textes encadrant l'intervention et le fonctionnement de l'établissement.

Et, plus généralement, à répondre à toute question portant sur le cadre juridique de l'ERAFP, sa gouvernance, ses relations avec le gestionnaire administratif ou le SRE dans le domaine des retraites.

aussi, il est attendu du titulaire, outre une expertise pointue dans le domaine de la retraite (droit public et droit comparé) une connaissance pratique de la haute sphère publique et des rouages de l'administration.

Le cabinet doit aussi avoir la capacité à traiter ou à coopérer avec tout expert de renom sur des questions de comptabilité publique.

2) CPV code(s)

79110000 Legal advisory and representation services

3) Quantity or scope

4) Indication about different time frame or duration

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

5) Additional information about lots

Le présent marché est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de sa notification et pourra, le cas échéant, être reconduit pour une nouvelle durée de 2 ans par décision expresse prise par le directeur de l'ERAFP à laquelle le titulaire ne pourra pas s'opposer. La date de démarrage du Marché est prévue dès sa notification, soit courant du mois de juin 2017.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2.

Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le financement des prestations sera effectué sur le budget de fonctionnement de l'ERAFP.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: Cette prestation sera réalisée par des avocats, conformément à la loi n° 71-1130 du 31.12.1971 modifiée.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

III.2.2. Economic and financial ability

III.2.3. Technical and professional ability

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: yes

Reference to the relevant law, regulation or administrative provision: Cette prestation sera réalisée par des avocats, conformément à la loi n° 71-1130 du 31.12.1971 modifiée.

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

AVO 2017-03

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

10.5.2017 - 12:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 4 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 10.5.2017

Place:

Siège de l'ERAFP.

Persons authorised to be present at the opening of tenders: no

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

Le dossier de consultation des entreprises est accessible sur le site www.achatpublic.com
Le présent marché comporte trois lots:

Lot 1: sélection d'un cabinet d'avocats en droit public;

Lot 2: sélection d'un cabinet d'avocats en droit des affaires;

Lot 3: sélection d'un cabinet d'avocats ayant une expertise juridique des régimes de retraite, de leur statut et fonctionnement.

Le présent marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée, conformément aux dispositions prévues par l'article 28 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016 relatif aux marchés publics.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les opérateurs économiques ne peuvent, pour la présente consultation, soumissionner que pour un seul lot du Marché ainsi que le prévoit le III de l'article 12 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016.

Les questions devront être posées uniquement par voie électronique sur le portail: www.achatpublic.com.

Les questions doivent impérativement parvenir à l'ERAFP avant le 2.5.2017 à 12:00 (heure de Paris). En dehors de ces dates, il ne sera pas répondu aux questions qui parviendraient à

l'ERAFP.

Les candidats devront produire dans le cadre de leur offre, les pièces ou informations listées ci-dessous:

1. Une lettre de candidature (ou formulaire DC1) présentant le candidat ou le groupement;
2. Une déclaration (ou formulaire DC2).

Les candidats sont invités à renseigner les formulaires DC 1 et DC 2 accessible sur le portail de l'économie et des finances. Ces formulaires sont téléchargeables sur le site Internet du ministère à l'adresse suivante:

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat/>

Il est précisé qu'il s'agit des formulaires mis à jour à la date du 12.4.2016.

3. le pouvoir de la ou des personnes habilitée(s) à engager le candidat;
4. la preuve d'une assurance professionnelle;
5. l'acte d'engagement dûment renseigné et signé par une personne habilitée à engager la responsabilité de la société;
6. le cahier des charges pour le lot 1 ou 2 ou 3 daté et signé par une personne habilitée à engager la société;
7. un mémoire technique comprenant:
 - Présentation du cabinet et principales références dans le domaine du marché;
 - Compréhension de l'objet du marché démontrant une solide expertise dans les domaines juridiques concernés et une approche pragmatique des problématiques posées;
 - Composition de l'équipe dédiée et curriculum vitae;
 - Modalités de mise en œuvre de la mission (modalités de saisine, disponibilités, réactivité, délais de réponse et prise en compte de commandes urgentes, prise en compte d'une situation de conflits d'intérêts, principalement).
8. Une annexe financière (Modèle libre). Cette annexe devra préciser le taux horaire par profil d'intervenant.

Le montant proposé devra être global et forfaitaire et inclure, outre les charges fiscales et parafiscales, les autres charges liées à la prestation dont la rémunération des intervenants ainsi que toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations: déplacements, frais de restauration, impressions, notamment.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75004

Country: France

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75004

Country: France

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

VI.5. Date of dispatch of this notice

25.4.2017